

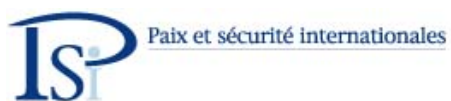
**Colloque**  
***Conférence d'examen du Traité de non-  
prolifération de 2010***  
***Enjeux et défis***  
Rapport final d'activité

**Le 7 avril 2010**  
**Université Laval, Québec**



Crédit photo : ONU

Colloque présenté par :  
**Le Programme Paix et sécurité internationales**





## **Table des matières**

---

	<b>Page</b>
<b>Présentation générale de l'évènement</b>	<b>3</b>
<b>Déroulement du Colloque</b>	<b>4</b>
<b>Discussion</b>	<b>9</b>
<b>Liste des participants et des participantes</b>	<b>10</b>



## Présentation générale du colloque

---

Signé en 1968 et entré en vigueur en 1970, le Traité de non-prolifération (TNP) a pour but d'empêcher la prolifération des armes et technologies nucléaires, de promouvoir la coopération dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et de favoriser la réalisation du désarmement nucléaire et d'un désarmement général et complet. Il constitue la pierre angulaire du régime de non-prolifération nucléaire dans le monde. Dans son article VIII, paragraphe 3, le TNP prévoit notamment un examen de son fonctionnement tous les cinq ans.

C'est donc dans la perspective de la 8<sup>ème</sup> conférence d'examen qui se tenait du 3 au 28 mai 2010 à New York, que le Programme Paix et sécurité internationales organisait un colloque intitulé : *Conférence d'examen du Traité de non-prolifération de 2010 : enjeux et défis*. L'objectif était de réunir des spécialistes des questions nucléaires pour discuter de thèmes clés autour desquels s'articule actuellement le débat sur la non-prolifération des armes nucléaires : les implications de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire sur la dynamique de prolifération en général, les risques de détournement de programmes nucléaires civils à des fins militaires au Moyen-Orient en particulier, les défis posés par la Corée du Nord au régime de non-prolifération, le désarmement nucléaire et le leadership de l'Administration Obama et la prévention de la prolifération par les acteurs non-étatiques.



## Déroulement du colloque/présentations

---

### 1) Présentation du conférencier d'honneur



M. Trevor Findlay, professeur à la Norman Paterson School of International Affairs à l'Université de Carleton, titulaire de la William and Jeanie Barton Chair in International Affairs et directeur du Canadian Centre for Treaty Compliance, était le premier conférencier à intervenir. Sa présentation, en anglais, était intitulée : « The implications of a nuclear revival for nonprolifération ». Les données qui y étaient présentées ont été collectées dans le cadre du *Nuclear Energy Futures Project*. La présentation du Professeur Findlay s'est d'abord évertuée à identifier les principaux éléments déclencheurs d'un regain d'intérêt pour la question de l'énergie nucléaire, mentionnant, entre autres, l'augmentation de la demande en électricité, l'inquiétude grandissante devant les impacts des changements climatiques et la promotion que font les industries, les gouvernements et les organisations internationales de cette source d'énergie. Un certain nombre de contraintes viennent cependant freiner le développement de l'énergie nucléaire. Le Professeur Findlay a mentionné en priorité les importantes contraintes économiques, doublées du problème des déchets nucléaires et de l'émergence de défis spécifiques à certains pays au regard, notamment, de la gouvernance et des infrastructures. Il a poursuivi en présentant une enquête sur les États où l'énergie nucléaire est en émergence, mettant de l'avant des données au niveau des infrastructures et des finances. Cette analyse l'a amené à formuler la conclusion préliminaire selon laquelle le regain pour l'énergie nucléaire est confiné aux États déjà nucléaires et que les risques d'une augmentation de leur nombre sont bas. La deuxième partie de sa présentation portait plus spécifiquement sur certains enjeux sécuritaires et de non-prolifération au sujet desquels il formulait des recommandations. Finalement, le Professeur Findlay a conclu en expliquant que la question du regain d'intérêt pour l'énergie nucléaire concernait plus l'Agence internationale pour l'énergie atomique qu'elle ne comportait d'éventuelles implications pour la Conférence de révision du TNP.



## 2) Présentations des conférenciers invités



La présentation de M Brahim Saïdy, chargé de cours à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke et à l'Institut québécois des hautes études internationales de l'Université Laval, était intitulée « Le nucléaire civil au Proche-Orient : entre ambitions énergétiques et risques de détournement militaire ». M. Saïdy a commencé son intervention en soulignant la réalité d'un intérêt particulier pour l'énergie nucléaire civile au Moyen-Orient. En effet, depuis janvier 2006, plus de 16 pays ont annoncé le lancement ou la réactivation de projets destinés à l'étude et au développement de l'énergie nucléaire civile. Ce regain d'intérêt découle principalement du désir de diversifier l'approvisionnement en énergie, qui est aujourd'hui concentré sur le pétrole, pour l'avenir. Ainsi, l'ambition de ces pays ne se situe pas au niveau de l'acquisition de l'arme atomique. On distingue toutefois deux catégories de pays : ceux qui ne suscitent pas d'inquiétude et les pays à risque. C'est ainsi que M. Saïdy en est venu à soulever trois facteurs qui pourraient venir changer le caractère pacifique du développement nucléaire au Moyen-Orient, à savoir l'éventualité de l'acquisition par l'Iran de l'arme nucléaire, « l'ambiguïté nucléaire » israélienne ainsi que les garanties sécuritaires des États-Unis envers leurs alliés arabes. Le conférencier conclue en affirmant que dans cette optique, il est essentiel de trouver des mécanismes réels et efficaces pour renforcer le TNP.



M. Gérard Hervouet, professeur au département de science politique de l'Université Laval et directeur du Programme Paix et sécurité internationales de l'Institut québécois des hautes études internationales, s'est pour sa part penché sur le cas de la Corée du Nord. Son intervention, intitulée « Corée du Nord : un défi à la non-prolifération. Contourner les dangers du “statu quo” », pose la question suivante : « Faut-il désarmer la Corée du Nord? ». La plupart des pistes de solutions actuellement soumises tournent autour d'un retour aux pourparlers à six qui démontrerait une volonté d'amener la Corée du Nord dans les négociations. Selon le Professeur Hervouet, cette solution n'est pas la bonne. Une autre option serait le retour au statut quo, ce qui serait dangereux puisqu'il permettrait à la Corée du Nord de gagner du temps pour développer son arsenal. Ainsi, il propose deux pistes de solution : des négociations entre la Chine, la Corée du Sud et les États-Unis seraient souhaitables pour anticiper la suite des événements et ainsi envoyer un message fort à la Corée du Nord, ou des pourparlers à cinq, sans les Nord-Coréens, pour les provoquer et les amener à renoncer au nucléaire. En somme, le Professeur Hervouet recommande des négociations plus musclées, avec plus de sanctions pour la Corée du Nord.



L'intervention suivante était celle de M. Barthélémy Courmont, professeur invité au département de science politique de l'Université du Québec à Montréal et titulaire par intérim de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques. Elle avait pour titre : « Désarmement et non-prolifération : quelles priorités pour l'Administration Obama?

». Comme l'a souligné le Professeur Courmont, Barack Obama, depuis son arrivée à la Maison Blanche, a multiplié les discours en faveur du désarmement nucléaire, ce qui a grandement contribué à rouvrir le débat sur le sujet. L'objectif derrière ces discours est de changer l'approche et d'ouvrir au dialogue avec les « États nucléaires » pour mieux les convaincre de se désarmer. Ainsi, il faut, pour les Américains, rester ferme sur les exigences de Washington, sans se montrer fermés au dialogue. M. Courmont a expliqué que cette plus grande ouverture donne aux initiatives concernant le désarmement une plus grande crédibilité. Toutefois, des limites persistent notamment à l'interne en raison du poids du Congrès. Cette position des États-Unis ne reçoit pas non plus un appui unanime des autres États, comme l'a souligné M. Courmont. Toutefois, les objectifs poursuivis par Obama, soit de réaffirmer le rôle du TNP, de réintroduire l'approche multilatérale dans le désarmement, d'adresser un message clair aux proliférants, de préparer les débats sur la question du désarmement et de revenir à la question de la dissuasion, constituent tous des initiatives qui, dans l'ensemble, sont bienvenues et même nécessaires.



L'exposé de M. Irving Lewis, candidat au doctorat, département de science politique de l'Université Laval, a été la dernière intervention du colloque. Intitulée « De la prévention de la prolifération par les acteurs non-étatiques : entre non-prolifération et contre-prolifération. Apports et limites de quelques (nouveaux) instruments au renforcement du TNP », sa présentation avait pour objectif de démontrer comment la communauté internationale tentait de pallier à l'une des plus grandes failles du Traité de non-prolifération, et par le fait même, de tout le régime de non-prolifération : la prise en compte des acteurs non-étatiques. Pour ce faire, M. Lewis a mis de l'avant quatre initiatives prises en marge des grands instruments intergouvernementaux traditionnels et qui visent à accroître l'efficacité de la lutte contre la prolifération. Ces initiatives sont l'Initiative mondiale contre le terrorisme nucléaire, le Partenariat mondial contre la prolifération, l'Initiative de sécurité contre la prolifération et la Résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité. Bien que chacune d'entre elles permettent de renforcer le régime de non-prolifération, elles comprennent également plusieurs limites telles que le nombre limité de participants, l'absence de structures institutionnelles permettant d'en superviser la mise en œuvre ainsi que la difficulté pour les États de traduire leurs engagements internationaux en règles internes. Toutes ces observations ont amené le conférencier à formuler la recommandation selon laquelle il est nécessaire de décloisonner les trois types d'instruments pour lutter contre la prolifération nucléaire. Ces trois types d'instrument comprennent le régime originel basé sur le TNP, le régime multilatéral basé sur les déclarations de l'Assemblée générale des Nations Unies et sur les résolutions du Conseil de sécurité ainsi que le régime non institutionnel composé des initiatives présentées dans son exposé.



## **Discussion**

---

Afin de permettre à la communauté universitaire ainsi qu'au grand public d'échanger sur la question de la non-prolifération nucléaire, la présentation de M. Findlay, puis celles des quatre autres participants, ont été suivies de périodes de questions. Le public a ainsi eu l'occasion de poser de nombreuses questions afin d'approfondir certains points, notamment concernant la stratégie américaine et l'attitude passive de la Chine, ou encore sur les stratégies à adopter (et les formes qu'elles devraient prendre) envers le Pakistan, l'Inde, Israël, la Corée du Nord et l'Iran.



## Liste des participants et des participantes

---

**M. Trevor Findlay**, conférencier d'honneur, Professeur, Norman Paterson School of International Affairs, Carleton University. Chair, William and Jeanie Barton Chair in International Affairs. Directeur, Canadian Centre for Treaty Compliance.

*The implications of a nuclear energy revival for nonproliferation.*

**M. Brahim Saïdy**, Chargé de cours, École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke et Institut québécois des hautes études internationales de l'Université Laval.

*Le nucléaire civil au Proche-Orient : entre ambitions énergétiques et risques de détournement militaire.*

**M. Gérard Hervouet**, Professeur, Département de science politique, Université Laval, Directeur, Programme Paix et sécurité internationales, Institut québécois des hautes études internationales.

*Corée du Nord : un défi à la non-prolifération. Contourner les dangers du "statu quo".*

**M. Barthélémy Courmont**, Professeur invité, Département de science politique, Université du Québec à Montréal, Titulaire par intérim, Chaire Raoul Dandurand en études stratégiques et diplomatiques.

*Désarmement et non-prolifération : quelles priorités pour l'Administration Obama?*

**M. Irving Lewis**, Candidat au doctorat, Département de science politique, Université Laval.

*De la prévention de la prolifération par les acteurs non-étatiques : entre non-prolifération et contre-prolifération. Apports et limites de quelques (nouveaux) instruments au renforcement du TNP.*